

Art. 2. L'article 115, § 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 2019, remplacé par l'arrêté royal du 2 juin 2019 et modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 2021 et 29 janvier 2023, est remplacé comme suit:

« Par dérogation aux alinéas précédents, le montant journalier minimum de l'allocation de chômage du chômeur temporaire visé à l'article 114, § 6, peu importe sa situation familiale, est fixé à :

1° 38,72 euros, lorsque le contrat du travail du travailleur est suspendu à cause de force majeure au sens de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° 35,74 euros, lorsque le contrat du travail du travailleur est suspendu pour un autre motif. ».

Art. 3. Cet arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Art. 4. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DER MAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2023/48385]

8 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal relatif à l'institution d'une commission consultative et à la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement des espaces marins dans les espaces marins belges

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 108;

Vu la loi du 23 avril 2021 relative à la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et la protection d'épaves de valeur, article 7, § 3 ;

Vu la loi du 11 décembre 2022 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins belges, article 24, §§ 1 et 3 et 25 ;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 2012 relatif à l'institution d'une commission consultative et à la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement des espaces marins dans les espaces marins belges ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 2023 ;

Vu l'avis 73.526/1 du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 2023 en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la participation des régions conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre de la Mer du Nord, de la Ministre de la Défense, de la Ministre de l'Intérieur, de la Ministre de l'Energie, et du Secrétaire d'Etat de la Politique Scientifique et sur l'avis des ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté royal transpose partiellement la directive 2014/89/UE du parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime.

CHAPITRE 1^{er}. — *Commission consultative*

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué une commission consultative.

§ 2. La commission consultative est composée des membres suivants :

1^o un représentant et un suppléant de la Direction générale Qualité et Sécurité du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ;

Art. 2. Artikel 115, § 4, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 2019, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 juni 2019 en gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 14 juli 2021 en 29 januari 2023, wordt vervangen als volgt:

"In afwijking van de vorige paragrafen wordt het minimum dagbedrag van de werkloosheidssuitkering van de tijdelijk werkloze bedoeld in artikel 114, § 6, ongeacht zijn gezinssituatie, vastgesteld op:

1° 38,72 euro indien de arbeidsovereenkomst van de werknemer wordt geschorst omwille van overmacht in de zin van artikel 26 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° 35,74 euro indien de arbeidsovereenkomst van de werknemer wordt geschorst omwille van een andere reden."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 4. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DER MAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2023/48385]

8 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de instelling van een raadgevende commissie en de procedure tot aanname van een marien ruimtelijk plan in de Belgische zeegebieden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 23 april 2021 tot implementatie van het UNESCO-verdrag van 2 november 2001 ter bescherming van het cultureel erfgoed onder water en de bescherming van waardevolle wrakken, artikel 7, § 3;

Gelet op de wet van 11 december 2022 ter bescherming van het marien milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de Belgische zeegebieden, artikel 24, §§ 1 en 3 en 25;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 2012 betreffende de instelling van een raadgevende commissie en de procedure tot aanname van een marien ruimtelijk plan in de Belgische zeegebieden;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 2023;

Gelet op het advies 73.526/1 van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de betrokkenheid van de gewesten overeenkomstig artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Noordzee, de Minister van Defensie, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Energie, de Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit koninklijk besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/89/EU van het Europees parlement en de Raad van 23 juli 2014 tot vaststelling van een kader voor maritieme ruimtelijke planning.

HOOFDSTUK 1. — *Raadgevende Commissie*

Art. 2. § 1. Er wordt een raadgevende commissie ingesteld.

§ 2. De raadgevende commissie is samengesteld uit de volgende leden:

1^o een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de algemene directie Kwaliteit en Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

2° un représentant et un suppléant de la Direction générale Energie du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

3° un représentant et un suppléant de l'Unité de gestion du Modèle mathématique de la mer du Nord ou du Service public de programmation Politique scientifique;

4° un représentant et un suppléant de la Direction générale Environnement, service Milieu marin, du Service public Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

5° un représentant et un suppléant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

6° un représentant et un suppléant du service Police de la navigation de la Police fédérale;

7° un représentant et un suppléant de la direction générale Transport maritime du Service public fédéral Mobilité et Transport;

8° un représentant et un suppléant de la Composante marine du Ministère de la Défense ;

9° un représentant et un suppléant de la direction générale Centre de crise du Service public fédéral Intérieur;

10° un représentant et un suppléant de la direction générale Sécurité civile du Service public fédéral Intérieur;

11° un représentant et un suppléant de la direction générale Douanes et Accises du Service public fédéral Finances.

Les représentants et les suppléants sont désignés par leur ministre respectif. Chaque ministre peut déléguer cette désignation au fonctionnaire dirigeant du service public compétent.

§ 3. La présidence et le secrétariat de la commission consultative sont assurés par le service Milieu marin, par des personnes autres que le représentant visé au paragraphe 2, 4°.

§ 4. Le président invite la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne à déléguer un ou plusieurs représentants à la commission consultative. Ceux-ci peuvent participer aux débats et ont les mêmes droits que les membres fédéraux, sans que leur absence ne compromette la validité du comité.

§ 5. La commission consultative se réunit dans les cas prévus par la loi ou en vertu de la loi.

§ 6. La commission consultative établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement et ses modifications sont soumis à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 2. — Procédure

Section 1. — Procédure octennale d'adoption ou de modification du plan d'aménagement des espaces marins

Art. 3. Cette section régit la procédure octennal pour l'adoption ou la modification du plan d'aménagement de l'espace marin.

Art. 4. Le Ministre établit un avant-projet de plan d'aménagement des espaces marins ou un avant-projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins et le présente à la commission consultative, qui envoie un avis motivé non contraignant sur l'avant-projet au Ministre endéans les trente jours après réception de l'avant-projet. Ce délai est prolongeable de trente jours par le président, à la demande de la majorité des membres de la commission consultative. Si l'avis n'est pas envoyé dans ce délai, il est réputé favorable.

Art. 5. Le Ministre considère l'avis mentionné à l'article 3 et établit le projet de plan d'aménagement des espaces marins ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre soumet le projet de plan spatial marin ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins à une évaluation des incidences sur l'environnement conformément à la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public à l'élaboration des plans et programmes relatifs à l'environnement. Cette évaluation des incidences sur l'environnement est complétée par une évaluation générale des incidences socio-économiques du projet de plan d'aménagement de l'espace marin ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins. Ces deux évaluations forment ensemble le rapport stratégique sur les incidences

2° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de algemene directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

3° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee of van de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid;

4° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van het directoraat-generaal Leefmilieu, dienst Marien Milieu, van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

5° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

6° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de dienst Scheepvaartpolitie van de Federale politie;

7° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van het directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer;

8° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de Marine component van het Ministerie van Defensie;

9° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van het algemene directie Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

10° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de algemene directie Civiele Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

11° een afgevaardigde en een plaatsvervanger van de algemene directie Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De afgevaardigden en plaatsvervangers worden door hun respectieve Minister aangeduid. Elke Minister kan deze aanduiding overdragen aan de leidende ambtenaar van de bevoegde overheidsdienst.

§ 3. Het voorzitterschap en het secretariaat van de raadgevende commissie worden waargenomen door de dienst Marien Milieu door personen die niet dezelfde zijn als de afgevaardigde genoemd in paragraaf 2, 4°.

§ 4. De voorzitter nodigt het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest uit om een of meer vertegenwoordigers af te vaardigen voor de raadgevende commissie. Deze kunnen deelnemen aan de debatten en hebben dezelfde rechten als de federale leden, zonder dat hun afwezigheid de geldigheid van de commissie in gedrang brengt.

§ 5. De raadgevende commissie vergadert in de bij of krachtens de wet vastgestelde gevallen.

§ 6. De raadgevende commissie stelt haar huishoudelijk reglement op. Dat reglement en de wijzigingen ervan worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister.

HOOFDSTUK 2. — Procedure

Afdeling 1. — Achtjaarlijkse procedure tot aanneming of wijziging van het marien ruimtelijk plan

Art. 3. Deze afdeling regelt de achtjaarlijkse procedure tot aanneming of wijziging van het marien ruimtelijk plan.

Art. 4. De Minister stelt een voorontwerp van marien ruimtelijk plan of een voorontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan op en legt dit voorontwerp voor aan de raadgevende commissie, die binnen de dertig dagen na ontvangst van het voorontwerp een niet-bindend gemotiveerd advies omtrent het voorontwerp aan de Minister tostuurt. Deze termijn kan met dertig dagen verlengd worden door de voorzitter, op vraag van een meerderheid van de leden van de raadgevende commissie. Wanneer het advies niet binnen deze termijn wordt toegezonden, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 5. De Minister overweegt het advies, vermeld in artikel 3, en stelt het ontwerp van marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan op.

Art. 6. § 1. De Minister onderwerpt het ontwerp van marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan aan een milieueffectenbeoordeling overeenkomstig de wet van 13 februari 2006 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de uitwerking van de plannen en programma's in verband met het milieu. Deze milieueffectenbeoordeling wordt uitgebreid met een algemene beoordeling van de socio-economische effecten van het ontwerp marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan. Beide beoordelingen vormen samen het strategisch milieueffectenrapport, zoals bedoeld in artikel 24, § 1, 2°, van de

environnementales, comme prévu dans l'article 24, § 1, 2° de la loi du 11 décembre 2022 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins belges

§ 2. Le Ministre soumet le projet de plan spatial marin ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins à une consultation publique conformément à l'article 14, § 1, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public à l'élaboration des plans et programmes relatifs à l'environnement. La consultation publique se déroule selon les modalités et délais prévus à l'article 14, § 1^{er}, deuxième à quatrième alinéa, de la loi du 13 février 2006 susvisée.

§ 3. Le Ministre soumet également le projet de plan d'aménagement des espaces marins ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins aux gouvernements régionaux, au Conseil fédéral du Développement durable et à toute instance que le Ministre juge utile, pour avis.

§ 4. Le ministre organise, dans le délai de la consultation publique, au moins une réunion de concertation publique.

Art. 7. § 1. Le ministre transmet au même moment que la consultation publique visée à l'article 5, § 2 le projet de plan d'aménagement des espaces marins ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins aux autorités compétentes mentionnées à l'article 13 de la directive 2014/89/UE des Pays-Bas, de la France, du Royaume-Uni et de tout autre Etat qu'il juge utile ou qui en font la demande. Ceci contient au moins les éléments suivants :

1° une description succincte du projet de plan d'aménagement des espaces marins ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins et de la suite de la procédure ;

2° le projet de plan d'aménagement des espaces marins ou le projet portant modification du plan d'aménagement des espaces marins ;

3° la date du début et de la fin de la concertation transfrontalière ;

4° l'adresse à laquelle et la forme sous laquelle les avis objections doivent être transmis ou peuvent être remis ;

§ 2. La concertation transfrontalière dure soixante jours, sauf convention contraire conclue entre le ministre et l'autorité compétente.

§ 3. Le ministre prend les initiatives appropriées pour élaborer la concertation transfrontalière.

Art. 8. § 1. Le ministre, compte tenu des avis émis sur la base des articles précédents, soumet un projet d'arrêté royal au Conseil des Ministres.

§ 2. Le ministre établit une déclaration qui résume comment ces avis ont été pris en compte et en fait mention :

1° dans une annexe à la note au Conseil des Ministres ;

2° dans un avis placé sur le site web du service Milieu marin ;

3° dans une lettre aux gouvernements régionaux ou à toute instance qui a donné son avis ;

4° dans une lettre adressée aux autorités compétentes de chaque Etat qui a participé à la concertation transfrontalière.

Section 2. — Procédure de la modification intermédiaire du plan d'aménagement des espaces marins

Art. 9. § 1^{er}. Le ministre peut lancer une procédure de modification intermédiaire du plan d'aménagement des espaces marins

§ 2. Les articles 3, 4, 5, §§ 2-4 et 7 sont applicables par analogie à la modification intermédiaire du plan d'aménagement des espaces marins.

§ 3. Article 5, § 1 est applicable sauf s'il s'agit d'une modification mineure qui, sur la base de l'avis de l'UGMM, est considérée comme n'ayant pas des incidences notables sur l'environnement.

§ 4. L'avis motivé, prévu à l'article 3, se prononce également quant à l'impact potentiel de la modification intermédiaire sur un Etat limitrophe.

§ 5. L'article 7 est applicable à la modification intermédiaire du plan d'aménagement des espaces marins, pour autant que le ministre juge, sur la base de l'avis mentionné au § 4, que cette modification à un impact potentiel sur un Etat limitrophe.

§ 6. Les avis mentionnés aux paragraphes 3 et 4 sont publiés au moins dans un avis placé sur le site web du service Milieu marin.

wet van 11 december 2022 ter bescherming van het marien milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de Belgische zeegebieden.

§ 2. De Minister onderwerpt het ontwerp van marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan aan een publieksraadpleging, overeenkomstig artikel 14, § 1, eerste lid, van de wet van 13 februari 2006 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de uitwerking van de plannen en programma's in verband met het milieu. De publieksraadpleging verloopt volgens de modaliteiten en termijnen vermeld in artikel 14, § 1, tweede tot vierde lid, van de voornoemde wet van 13 februari 2006.

§ 3. De Minister legt het ontwerp marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan eveneens voor advies voor aan de gewestregeringen, aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, en aan elke instantie die de Minister nuttig acht.

§ 4. De Minister organiseert binnen de termijn van de publieksraadpleging minstens één openbare overlegvergadering.

Art. 7. § 1. De Minister bezorgt het ontwerp marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan op hetzelfde moment als de publieksraadpleging vermeld in artikel 5, § 2 aan de bevoegde autoriteiten vermeld in artikel 13 van richtlijn 2014/89/EU van Nederland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en elke andere staat die hij nuttig acht of hierom verzoekt. Dit omvat minstens het volgende :

1° een korte beschrijving van het ontwerp marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan en van de verdere procedure;

2° het ontwerp marien ruimtelijk plan of het ontwerp tot wijziging van het marien ruimtelijk plan ;

3° de begin- en einddatum van het grenoverschrijdend overleg ;

4° het adres waarop en de vorm waarin de adviezen dienen toe te komen of kunnen worden afgegeven.

§ 2. Het grenoverschrijdend overleg duurt zestig dagen, behoudens andersluidende overeenkomst tussen de Minister en de bevoegde autoriteit.

§ 3. De Minister neemt de gepaste initiatieven om het grenoverschrijdend overleg uit te werken.

Art. 8. § 1. De Minister legt, rekening houdend met de op basis van de voorgaande artikelen verstrekte adviezen, een ontwerp van koninklijk besluit voor aan de Ministerraad.

§ 2. De Minister stelt een verklaring op die samenvat hoe rekening werd gehouden met deze adviezen en meldt dit :

1° in een bijlage bij de nota aan de Ministerraad ;

2° door een bericht op de website van de dienst Marien Milieu ;

3° door een brief aan elke gewestregering of instantie die advies heeft verleend ;

4° door een brief aan de bevoegde autoriteiten van elke staat die deelgenomen heeft aan het grenoverschrijdend overleg.

Afdeling 2. — Procedure tot tussentijdse wijziging van het marien ruimtelijk plan

Art. 9. § 1. De Minister kan een tussentijdse wijzigingsprocedure van het marien ruimtelijk plan opstarten.

§ 2. De artikelen 3, 4, 5, §§ 2-4 en 7 zijn van overeenkomstige toepassing op de tussentijdse wijziging van het marien ruimtelijk plan.

§ 3. Artikel 5, § 1 is van toepassing tenzij het een kleine wijziging betreft die, op basis van advies van de BMM, geoordeeld wordt geen aanzienlijke effecten op het milieu te hebben.

§ 4. Het gemotiveerd advies, vermeld in artikel 3, spreekt zich eveneens uit over de potentiële impact van de tussentijdse wijziging op een aangrenzende staat.

§ 5. Artikel 7 is van toepassing op de tussentijdse wijziging van het marien ruimtelijk plan, voor zover de Minister oordeelt, op basis van het advies vermeld onder § 4, dat de wijziging een potentiële impact heeft op een aangrenzende staat.

§ 6. De adviezen vermeld onder §§ 3-4 worden minstens bekendgemaakt door een bericht op de website van de dienst Marien Milieu.

Section 3. — Consultation

Art. 10. § 1^{er}. La commission consultative émet un avis motivé sur les demandes d'obtention d'une autorisation pour l'utilisation des zones à des fins commerciales et industrielles dans les espaces marins relevant de la juridiction belge.

§ 2. Cet avis est émis endéans les trente jours après la réception de la demande par la commission consultative. Exceptionnellement, ce délai est prolongeable de quinze jours par le président de la commission consultative, à la demande de la majorité des membres de la commission consultative. Si l'avis n'est pas transmis dans le délai précité, il est réputé favorable.

Art. 11. La commission consultative émet un avis motivé sur les mesures individuelles nécessaires en vue de protéger le patrimoine culturel subaquatique, conformément à l'article 7, § 3 de la loi du 23 avril 2021 relative à la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et la protection d'épaves de valeur.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 12. L'arrêté royal du 13 novembre 2012 relatif à l'institution d'une commission consultative et à la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement des espaces marins dans les espaces marins belges, modifié par les arrêtés royaux du 21 février 2014, du 20 mars 2014 et du 22 mai 2019, est abrogé.

Art. 13. Le ministre qui a le Milieu marin dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Mer du Nord,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

La Ministre de l'Interieur,
A. VERLINDEN

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Le Secrétaire d'Etat de la Politique Scientifique,
T. DERMINE

Afdeling 3. — Adviesverlening

Art. 10. § 1. De raadgevende commissie geeft een gemotiveerd advies betreffende de aanvragen tot het bekomen van een vergunning voor het gebruik van zones voor commerciële en industriële activiteiten in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.

§ 2. Dit advies wordt gegeven binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag door de raadgevende commissie. Uitzonderlijk kan deze termijn met vijftien dagen verlengd worden door de voorzitter van de raadgevende commissie, op vraag van een meerderheid van de leden van de raadgevende commissie. Wanneer het advies niet binnen deze termijn wordt toegezonden, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 11. De raadgevende commissie geeft een gemotiveerd advies bij de individuele maatregelen die nodig zijn voor het beschermen van onderwater cultureel erfgoed, overeenkomstig artikel 7, § 3 van de wet van 23 april 2021 tot implementatie van het UNESCO-verdrag van 2 november 2001 ter bescherming van het cultureel erfgoed onder water en de bescherming van waardevolle wrakken.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 12. Het koninklijk besluit van 13 november 2012 betreffende de instelling van een raadgevende commissie en de procedure tot aanneming van een marien ruimtelijk plan in de Belgische zeegebieden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 2014, 20 maart 2014 en 22 mei 2019 wordt opgeheven.

Art. 13. De minister bevoegd voor het Marien Milieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Noordzee,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,
T. DERMINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2023/47542]

26 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal relatif à la profession
d'assistant de pratique

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 23, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, modifiés par la loi du 11 août 2017, l'article 70, l'article 71, modifié par la loi du 22 juin 2016 et l'article 72, § 2, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 22 juin 2016 ;

Vu l'avis conjoint n° 2023-04 du Conseil fédéral des professions paramédicales et de la Commission technique des professions paramédicales du 7 juillet 2023;

Vu l'examen de proportionnalité, effectué le 14 juillet 2023, conformément à la loi du 23 mars 2021 relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession dans le secteur de la santé ;

Vu l'avis n° 74.460/2 du Conseil d'État, donné le 10 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2023;

Considérant l'accord du Secrétaire d'État au Budget, donné le 26 août 2023;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2023/47542]

26 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende
het beroep van praktijkassistent

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen, artikel 23, § 1, eerste en derde lid, gewijzigd bij de wet van 11 augustus 2017, artikel 70, artikel 71, gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016 en artikel 72, § 2, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016;

Gelet op het gezamenlijk advies nr. 2023-04 van de Federale Raad voor de Paramedische beroepen en de Technische Commissie voor de Paramedische beroepen van 7 juli 2023;

Gelet op de evenredigheidsbeoordeling, uitgevoerd op 14 juli 2023, overeenkomstig de wet van 23 maart 2021 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan de invoering of de wijziging van een beroepsreglementering in de gezondheidssector;

Gelet op het advies nr. 74.460/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2023;

Overwegende de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 26 augustus 2023;